



**Le Secrétaire général**

Monsieur Jean-François CARENCO  
Président  
Commission de Régulation de l'Energie  
15, rue Pasquier  
75379 PARIS Cedex 8

Paris, le 18 octobre 2019

Objet : consultation publique relative au prochain tarif ATRD 6

Monsieur le Président,

L'encadrement des entreprises du secteur énergétique français est depuis de nombreuses années un acteur central de la mise en œuvre des choix de politique énergétique de la France, il est donc extrêmement attentif à toutes les évolutions du secteur énergétique et en particulier aux conditions de régulation qui s'y appliquent. La consultation publique lancée par la Commission de Régulation de l'Energie sur la régulation des tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz dit ATRD6 a donc retenu toute l'attention de la CFE-CGC Énergies.

D'une manière générale, nous estimons que l'approche inspirée par les analyses du cabinet Pöyry fait peser sur les gestionnaires des réseaux de distribution (GRD) publique de gaz le risque considérable d'échouer dans leur double mission de service public et de transition énergétique. L'enjeu est crucial pourtant, tant pour les GRD que pour la société française qui bénéficie aujourd'hui d'un service de qualité. Il faut que cela soit encore vrai demain.

Parce que l'équilibre du mix énergétique de notre pays passe par le verdissement du gaz, tous les distributeurs gaziers se trouvent dans l'obligation absolue de réussir leur mutation. Il n'y a pas d'alternative à cela. Les tarifs doivent par conséquent sécuriser les trajectoires qui en découlent. La recherche de gains de productivité, aussi louable qu'en soit le principe, ne doit pas aboutir à surexposer la société française à l'écueil d'un aléa industriel majeur. Dans l'étude du cabinet Pöyry, nous observons que la priorité n'est pas accordée à la vision sociétale mais à une vision économique court-termiste. Vouloir apprécier la productivité de manière monofactorielle à travers un indicateur unique comme la « longueur de réseau » revient à prendre le parti de la simplification plutôt que celui du réalisme. L'impact cumulé sur les années 2020-2023 des ajustements proposés après efficience, ne permettra pas d'accomplir les missions de service public.

.../...

L'analyse poste par poste, elle aussi, concourt à fragiliser les distributeurs gaziers. Prenons l'exemple des charges de personnel. Les efforts de productivité faits par ces entreprises, GRDF en tête, ont été supportés principalement par les salariés. Il serait déraisonnable d'en accentuer encore la pression sans remettre en cause la qualité du service rendu.

Ne pas tenir compte du seuil de rupture sociale reviendrait à prendre le risque d'une perte de cohésion sociale à un moment où GRDF et l'ensemble des GRD gaziers auront besoin de toutes leurs forces pour surmonter les défis de la transition énergétique. Nous pensons qu'une approche plus holistique de l'analyse poste par poste est indispensable. Il est primordial de mieux calibrer les ajustements potentiels au regard des conséquences prévisibles.

Un troisième point a retenu toute notre attention. Il s'agit des objectifs de production de biométhane. En dépit d'une trajectoire supérieure à ce qui est prévu par la PPE, la CRE maintient l'objectif initial de 6 TWh en 2023, ce qui implique une baisse de 40 % de la production des méthaniseurs. Bien que cette posture découle effectivement de la lettre d'orientation du ministère, elle ne respecte pas la loi EGAlim sur le droit à l'injection. Nous considérons que ce point doit nécessairement être reconsidéré eu égard à l'obligation de respecter la hiérarchie des normes.

Nous avons également répondu aux questions plus précises que sont les questions 1, 2, 6, 7, 8, 13, 14, 15, 17, 18 et 19 posées par la consultation. Les réponses figurent en annexe de cette lettre.

Notre avis est que les GRD gaziers sont engagés sur un chemin extrêmement difficile. Il est vital pour ces entreprises de disposer des moyens nécessaires pour faire face à la fois à sa mission de service Public et aux enjeux environnementaux du pays. Nous sommes convaincus du bien-fondé de nos observations et de l'impérieuse nécessité d'en débattre positivement. La CFE-CGC

Vous remerciant pour l'attention que vous pourrez porter aux analyses de l'encadrement des entreprises du secteur énergétique français, nos équipes se tiennent à l'entière disposition de vos services pour développer en profondeur tous leurs arguments.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments respectueux *chociaux*.

William VIRY-ALLEMOZ



## ANNEXE : réponse à la consultation tarifaire de l'ATRD6 – GRDF

**Q1 :** La CFE-CGC Énergies formule un avis défavorable à la proposition de mise en place d'un système de rémunération à deux taux différenciant les actifs historiques et les nouveaux investissements. En premier lieu, les actifs ne sont pas financés séparément selon une logique de gestion de projet. Les décisions de refinancement portent d'ailleurs sur des enveloppes globales incluant indifféremment anciens et nouveaux actifs. Différencier les nouveaux investissements reviendrait à les considérer comme financés systématiquement par de l'endettement. De plus, les actifs de la BAR existante n'ont pas fait l'objet d'une telle différenciation au moment de leur financement, ce qui introduit une dissymétrie dans la méthode. Sur le plan industriel, les investissements sont pour la plupart « obligés », ils sont orientés dans le cadre de politiques à moyen ou long terme, pour répondre aux exigences de leur mission de service public, indépendamment des opportunités financières offertes par les taux de rémunération. Au final, un tel dispositif, indépendamment ou non de l'indexation annuelle de certains de ses paramètres, introduirait une complexité inutile et un manque de lisibilité pour les marchés. La CFE-CGC Énergies préconise le maintien d'un taux unique, garant d'une bonne visibilité et de cohérence avec les politiques d'investissements à long terme, dont le taux sera établi selon une approche cohérente entre les opérateurs gaziers.

**Q2 :** La CFE-CGC Énergies est favorable à la pérennisation des grands principes tarifaires déjà en vigueur au titre de l'ATRD5, dès lors qu'ils garantissent une régulation réellement incitative pour l'opérateur. Ces principes doivent autoriser la couverture de l'ensemble des coûts nécessaires à l'accomplissement d'une mission alliant sécurité, qualité du service public et développement harmonieux des gaz verts sur l'ensemble des territoires.

**Q6 :** La CFE-CGC Énergies est favorable aux dispositions d'évolution annuelle du tarif selon un pourcentage de variation défini par «  $IPC - X + k$  », pour autant que le facteur de productivité  $X$  génère un niveau de revenu cohérent avec la trajectoire financière réelle de l'opérateur. En particulier, un lissage excessif du revenu autorisé dans le temps, conduisant à sous-estimer trop sensiblement le niveau du revenu autorisé en fin de période tarifaire, serait à bannir.

**Q7 :** La CFE-CGC Énergies est favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP, et demande que le CRCP couvre l'intégralité des différences constatées au niveau des charges du projet « Changement de gaz ».

**Q8 :** La CFE-CGC Énergies constate que GRDF a révélé une très bonne maîtrise de ses coûts unitaires d'investissement au cours de la période tarifaire ATRD5, maîtrise qui a globalement profité à la collectivité via le mécanisme du CRCP. Toutefois, elle considère que le dispositif s'avère inutilement contraignant et souhaite que les évolutions envisagées, tendant à exclure certains projets atypiques ou à différencier le segment trop hétérogène des déplacements d'ouvrages à la demande de tiers, puissent être mises en œuvre.

**Q13 :** La CFE-CGC Énergies est favorable au maintien d'une régulation incitative en matière de R&D, tout en s'interrogeant sur les motivations d'un dispositif asymétrique ne traitant pas de la même façon, à l'égard de la collectivité et de l'opérateur, un dépassement ou une diminution de la trajectoire de coûts.

**Q14 :** La CFE-CGC Énergies est favorable au maintien d'un système de bonus lié à l'augmentation du nombre de consommateurs raccordés, en sus de l'incitation naturelle liée aux écarts sur la part fixe. Le développement et la fidélisation de la base clients est en effet une condition essentielle pour garantir la compétitivité du tarif du gaz à l'égard de la collectivité.



**Q15 :** La CFE-CGC Énergies est favorable à l'alignement de la part des coûts des pertes et des différentes diverses, couverte par le CRCP, à celle des autres opérateurs (laquelle était déjà égale à 80 % contre 70 % pour GRDF).

**Q17 :** Le niveau des charges à couvrir au titre de l'ATRD6 appelle de notre part les commentaires suivants.

S'agissant du taux de rémunération

La CFE-CGC Énergies rappelle que la rémunération de l'opérateur est une composante essentielle pour le financement de ses investissements. Elle constate que le niveau des taux sans risque pratiqués sur le marché a effectivement baissé. Corrélativement, le risque associé à l'activité d'un opérateur gazier de distribution a augmenté. La CFE-CGC Énergies juge raisonnable la demande de taux exprimée par GRDF, soit 4,8 % en valeur réelle avant impôts. Elle considère qu'un certain nombre d'éléments d'appréciation et de méthodologie, tels que présentés ci-dessous, ont été insuffisamment pris en compte dans le rapport d'audit diligenté par la CRE et annexé à la présente consultation. En particulier :

- Une cohérence d'ensemble doit être respectée sur le plan financier : ainsi, le niveau du taux sans risque est corrélé à la prime de risque du marché, dans la mesure où le taux de retour total du marché, exprimé en valeur réelle, présente une grande stabilité éprouvée dans le temps.
- Le taux sans risque retenu ne peut être déterminé par seule référence aux OAT de maturité 10 ans, au regard de la durée de vie économique plus longue des actifs financés par les opérateurs d'infrastructures gazières.
- La détermination du bêta des actifs, mesurant le risque systématique non diversifiable d'un opérateur gazier français, doit prendre en compte la spécificité du contexte de la transition énergétique et des hypothèses d'évolution de la consommation du gaz, telles qu'envisagées par les pouvoirs publics dans le cadre de la stratégie nationale bas carbone et dans les lettres de cadrage tarifaire. Une telle analyse qualitative permet d'appréhender une évolution à la hausse des bêtas des sociétés du secteur.
- Il est préférable d'analyser les bêtas de sociétés comparables sur une période limitée à 5 ans plutôt que 10, en raison de la crise financière passée. En outre, l'ajustement déterministe de Blume est recommandé par les experts, comme tenant d'une meilleure valeur prédictive au regard d'un ajustement bayésien.
- Les hypothèses retenues pour l'inflation prévisionnelles doivent prendre en compte les mises à jour récentes des prévisions telles qu'exprimées par les principales institutions internationales ; le retour d'expérience de l'exécution des tarifs de périodes antérieures a en effet révélé que les taux d'inflation prévisionnels, correspondant implicitement au niveau des taux de rémunération réels finalement adoptés dans les délibérations tarifaires, ont été systématiquement supérieurs à l'inflation réalisée, pénalisant de fait l'ensemble des opérateurs d'infrastructure gaziers concernés.
- Le coût de la dette, tel qu'exprimé dans le texte de la consultation Transport comme référence pour la rémunération des immobilisations en cours, est cohérent, compte tenu du niveau du taux sans risque, avec un spread de la dette sensiblement inférieur à celui préconisé par l'audit diligenté par la CRE dans son rapport.



- Une question méthodologique, relative à la conversion des taux nominaux après impôts en taux réels avant impôts, demeure non tranchée. La CFE-CGC Énergies considère que les taux nominaux doivent être préalablement déterminés en valeur nominale avant impôt, avant d'être déflatés en taux réels. Le chemin de conversion choisi n'est en effet pas équivalent, et il doit intégrer l'impôt payé sur les agrégats résultant de l'inflation. Un calcul du coût des capitaux propres par application de la théorie du MEDAF sur des valeurs réelles natives, génère de la sorte un manque à gagner systématique pour l'opérateur, de l'ordre de 0,2 point.

S'agissant de la couverture des charges nettes d'exploitation

La trajectoire présentée par GRDF nous semble cohérente avec les nombreux enjeux qui s'imposent au distributeur de gaz naturel, au premier rang desquels on trouve la sécurité industrielle et la qualité de service, le développement du biométhane, le projet « changement de gaz » dans les Hauts de France, et la nécessaire fidélisation du portefeuille de clients afin de garantir la compétitivité du gaz, tant pour les ménages que le pour l'ensemble du tissu économique.

La CFE-CGC Énergies note que l'audit exercé sur les charges d'exploitation cumule des ajustements contestables poste par poste avec un effort additionnel de productivité, aux motivations fort peu convaincantes (utilisation d'un indicateur de performance exprimé en euros courants par kilomètre). L'arbitrage total proposé par l'auditeur, d'un montant de 274 M€, ne nous semble pas réaliste. Nous défendons plutôt la cohérence de l'enveloppe proposée avec les contraintes d'exploitation, qui intègrent déjà des efforts d'adaptation notables chez l'opérateur, alors que celui-ci a dû digérer les effets d'importantes réformes de réorganisation interne (« EOAI » « PER » régions).

De plus, l'ajustement de 80 M€ en cumulé, sur l'incitation pour le développement du nombre de consommateurs, est susceptible de remettre en cause l'équilibre générale de la proposition tarifaire de GRDF.

L'appréciation globale de l'évolution de l'enveloppe de charges d'exploitation, si elle inclut déjà le projet « Changement de gaz », ne prend pas réellement en compte l'économie ni les finalités vitales de ce projet. Compte tenu des incertitudes non maîtrisables par GRDF, du remplacement des appareils non incompatibles et de l'accélération éventuelle du projet, il est impératif que les coûts y afférents soient intégralement couverts par le CRCP. L'arbitrage de 52 M€ sur les charges de personnel, lui, fragilise la pérennité des missions comme le développement du gaz vert.

Concernant le biométhane, la trajectoire présentée par la CRE nous paraît incompatible avec les dispositions liées au droit à l'injection comme aux engagements de raccordement pris par GRDF.

Enfin, en matière de R&D, la CFE-CGC Énergies défend les orientations définies par l'opérateur, qui s'inscrivent logiquement dans l'évolution des enjeux de sécurité et de développement en matière de gaz verts et de pilotage du réseau, auxquels le distributeur doit désormais faire face.

En résumé la CFE-CGC Énergies considère que le programme de charges nettes d'exploitation demandées par GRDF est nécessaire à l'accomplissement efficient de ses missions.

**Q18 :** La CFE-CGC Énergies est favorable à la réduction de 45 à 30 ans de la durée d'amortissement des branchements. Cette mesure ne remet pas en cause l'équilibre du tarif et est cohérente avec une certaine prudence liée aux risques de coûts échoués sur cette catégorie d'actifs.

**Q19 :** La CFE-CGC Énergies considère qu'il y a une nécessaire corrélation entre la trajectoire présentée par GRDF de consommations prévisionnelles et de clients raccordées, d'une part, et l'effort attendu par l'opérateur pour préserver sa base clients et promouvoir les usages du gaz (a minima à des fins de fidélisation de son portefeuille clientèle), d'autre part.